

Emploi, chômage, population active en 2017 : nouvelle accélération de l'emploi salarié privé et amplification de la baisse du chômage

Au cours de l'année 2017, le nombre de personnes en emploi a augmenté de 341 000 en France (hors Mayotte). Dans le secteur privé, 355 000 emplois salariés ont été créés en net après +205 000 en 2016, tandis que l'emploi dans la fonction publique reculait légèrement (-7 000). L'emploi intérimaire, qui s'est accru de 124 000, dépasse pour la première fois en 2017 son niveau d'avant-crise. L'emploi hors intérim, comme l'emploi intérimaire, a augmenté dans l'industrie, la construction et le tertiaire. Le nombre d'emplois aidés a reculé de 205 000, soit une baisse de 13,5 %, contribuant à un ralentissement de l'emploi dans le secteur tertiaire non marchand.

Entre fin 2016 et fin 2017, le taux de chômage a diminué de 1,0 point : fin 2017, il est ainsi 1,5 point en deçà de son point haut du 2^e trimestre 2015. En 2017, la baisse a concerné toutes les tranches d'âge et a été du même ordre pour les femmes et pour les hommes. Le taux de chômage s'établit en fin d'année à 9,0 % en France et 8,6 % en métropole. Fin 2017, 2,5 millions de personnes sont au chômage en métropole, et 1,5 million appartiennent au halo autour du chômage : sans emploi, elles en cherchent un mais ne sont pas disponibles immédiatement pour travailler, ou souhaitent travailler mais n'ont pas fait de démarche active de recherche. Le nombre de chômeurs au sens du BIT a baissé de 303 000 en 2017, tandis que le nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégorie A est resté quasiment stable (-2 000) et atteint 3,5 millions au 4^e trimestre.

Fin 2017, 66,3 % des 50-64 ans sont actifs, en emploi ou au chômage, soit +1,1 point sur un an. À la suite des différentes réformes des retraites et des dispositifs de pré-retraite, la participation des seniors au marché du travail a augmenté continuellement depuis début 2004.

L'emploi : 341 000 créations nettes, essentiellement parmi les salariés du privé

En France (1), les créations nettes d'emploi (encadré 1) sont restées soutenues en 2017, en accélérant fortement par rapport à l'année précédente (+341 000, après +219 000 en 2016) (tableau 1) (2). Il s'agit de la plus forte augmentation de l'emploi total depuis 2007 (+373 000 cette année-là). Fin 2017, 28,0 millions de personnes sont en emploi, en données corrigées des variations saisonnières, (graphique 1) [1].

Accélération de l'emploi salarié dans le privé et infléchissement dans la fonction publique

Le dynamisme des créations nettes d'emploi en 2017 tient principalement à l'emploi salarié privé (+355 000, après +205 000 en 2016) [2]. À l'inverse, l'emploi dans

la fonction publique a reculé de 7 000 en 2017, alors qu'il avait augmenté de 24 000 en 2016. Au total, la hausse de l'emploi salarié en 2017 a été nettement plus forte qu'en 2016 (respectivement +348 000 après +229 000). En 2017, elle repose d'abord sur l'accélération de l'emploi salarié dans le secteur tertiaire marchand y compris intérim (+299 000, après +220 000 en 2016). Hors intérim, l'emploi de ce secteur accélère également (+175 000, après +151 000). Ensuite, l'emploi salarié a renoué avec la croissance dans l'industrie (+3 000 après -25 000 en 2016) et dans la construction (+31 000 après -14 000). L'emploi salarié a nettement ralenti dans le tertiaire non marchand (+10 000 après +46 000). Enfin, l'emploi non salarié se serait de nouveau rétracté en 2017 (-7 000 après -9 000).

(1) Tous les chiffres concernant les volumes d'emploi portent sur l'ensemble du territoire (France métropolitaine et Drom), à l'exception de Mayotte.

(2) Au cours du 1^{er} trimestre 2018, il y a eu 47 000 créations nettes d'emplois.

Une hausse de 18 % du nombre d'intérimaires

L'emploi intérimaire a nettement accéléré en 2017 (+124 000 soit +17,9 %, après +69 000 en 2016) (3) [3]. En 2017, le nombre d'intérimaires a augmenté chaque trimestre pour atteindre 814 000 en fin d'année. Dès le 1^{er} trimestre 2017, il a dépassé son plus haut niveau précédent (725 000) qui avait été atteint début 2007 avant la crise économique de 2008-2009 (graphique 2). Le taux de recours à l'intérim, qui rapporte le nombre d'intérimaires à l'emploi salarié, atteint 3,1 % fin 2017. Depuis fin 2014, il a augmenté chaque année (+0,9 point en 3 ans). Le recours à l'intérim est nettement plus fréquent dans l'industrie et la construction que dans le tertiaire marchand. Fin 2017, l'intérim représente respectivement 9,4 % et 10,5 % de l'emploi salarié de ces deux premiers secteurs (328 000 intérimaires dans l'industrie et 159 000 dans la construction), contre 2,4 % dans le tertiaire marchand (305 000 intérimaires) (4). En 2017, le nombre d'intérimaires a augmenté à la fois dans l'industrie (+43 000), la construction (+28 000) et le tertiaire marchand (+48 000), le taux de recours à l'intérim ayant sensiblement crû depuis fin 2014 dans chacun de ces trois secteurs.

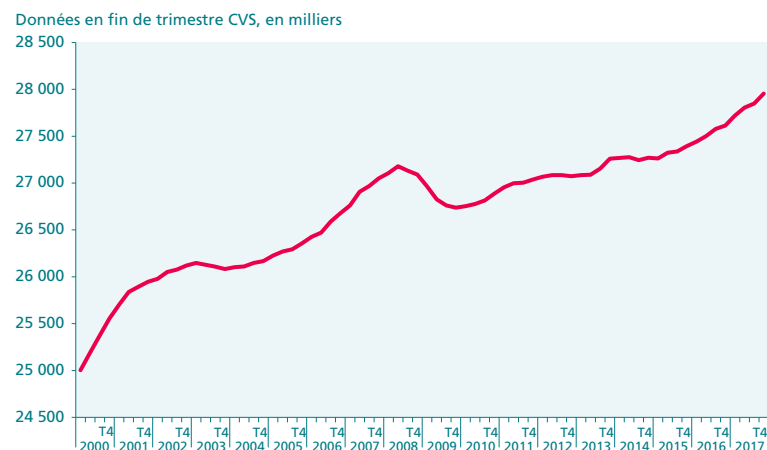
Forte accélération de l'emploi dans l'industrie et la construction

Après prise en compte des intérimaires dans le secteur où ils sont affectés (et non dans le secteur de l'intérim, qui les emploie), l'emploi salarié dans l'industrie s'est accru de 46 000 en 2017 après quinze années de baisse (-6 000 en 2016). Il en est de même pour la construction, avec 59 000 créations nettes d'emplois y compris intérim en 2017, après -1 000 en 2016 et quatre années de nette baisse de 2012 à 2015 (-38 000 par an en moyenne). Dans le tertiaire marchand, l'emploi a progressé de 223 000 en 2017, soit plus qu'en 2016 (+187 000), ce qui constitue sa plus forte hausse depuis 2007.

Redressement des gains de productivité

La valeur ajoutée des branches marchandes non agricoles ayant augmenté de 3,3 % en 2017, soit plus rapidement que l'emploi (+2,0 %), la productivité apparente par tête a progressé de 1,5 % (graphique 3). Cette hausse reste modérée, mais plus importante que les gains de productivité enregistrés au cours des cinq années précédentes (+0,8 % en moyenne de fin 2011 à fin 2016). Par ailleurs, la baisse de l'emploi en 2008 avait été moindre que ce que l'on pouvait attendre compte tenu du lien entre activité et emploi observé lors des crises ou phases de ralentissement précédentes (2001-2002 et 1992-1993), ce qui s'est traduit par une chute de la productivité par tête jusqu'au 1^{er} trimestre 2009 [4]. Au total, de début 2008 à fin 2017, les gains de productivité par tête dans les

Graphique 1
Évolution de l'emploi total de 2000 à 2017



Champ : personnes en emploi en France hors Mayotte (emploi au lieu de travail).
Source : Insee, Estimations d'emploi ; en 2017, prévision d'emploi pour les non-salariés.

Tableau 1
Évolution de l'emploi total

Données CVS en fin d'année et fin de trimestre, en milliers

	Niveau	Glissement annuel			Glissement trimestriel			
		Fin 2017	2015	2016	2017	2017		
					T1	T2	T3	T4
Emploi total	27 954	125	219	341	106	85	44	105
Emploi non salarié	2 831	10	-9	-7	-2	-2	-2	-2
Emploi salarié	25 123	115	229	348	108	87	46	107
Dont : Agriculture	304	6	2	4	4	0	-1	2
Industrie	3 146	-35	-25	3	-3	-2	1	7
Construction	1 358	-35	-14	31	9	7	3	12
Tertiaire marchand	12 257	158	220	299	86	76	46	92
<i>dont intérim</i>	814	59	69	124	38	31	17	38
Tertiaire non marchand	8 059	21	46	10	13	6	-4	-5
Dont : Emploi privé	19 331	105	205	355	101	86	53	115
Emploi de la fonction publique	5 793	10	24	-7	7	1	-7	-8

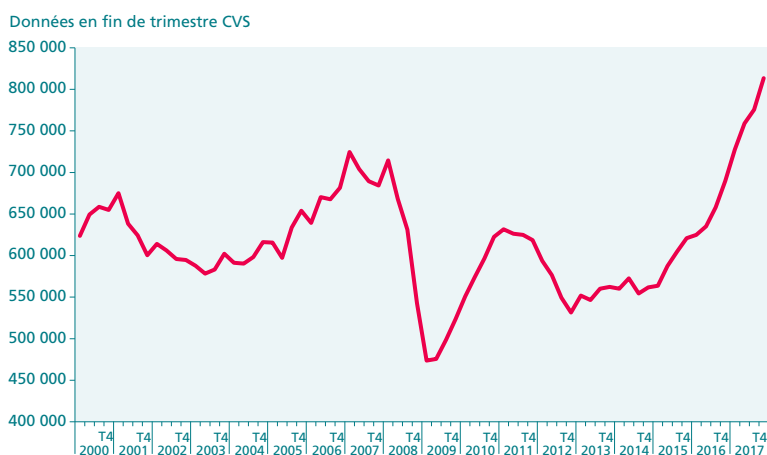
Remarque : les estimations 2017 seront revues à l'automne 2018 ; pour des raisons d'arrondis, la somme des termes peut légèrement différer du total affiché.

Lecture : en données CVS, 27 954 000 personnes occupent un emploi fin 2017, soit 341 000 de plus que fin 2016 ; au cours du 4^e trimestre 2017, les créations nettes d'emploi ont atteint 105 000.

Champ : personnes en emploi en France hors Mayotte (emploi au lieu de travail).

Source : Insee, Estimations d'emploi ; en 2017, prévision d'emploi pour les non-salariés.

Graphique 2
Nombre d'intérimaires



Lecture : fin 2017, le nombre d'intérimaires est de 814 000.

Champ : personnes en emploi en France hors Mayotte (emploi au lieu de travail).

Source : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

(3) Au cours du 1^{er} trimestre 2018, le nombre d'intérimaires a augmenté de 4 000.

(4) Fin 2017, on compte par ailleurs 4 000 intérimaires dans le secteur agricole (1,2 % de l'emploi du secteur) et 18 000 dans le tertiaire non marchand (0,2 %).

branches marchandes non agricoles n'ont été que de 0,8 % par an en moyenne, contre 1,5 % par an entre début 1992 et fin 2000, et 1,2 % par an entre début 2001 et fin 2007.

Chute du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés

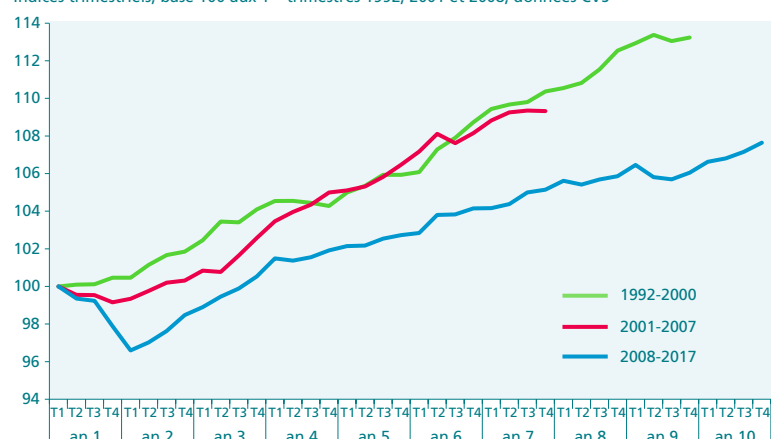
Fin 2017, 1,3 million de personnes occupent un emploi aidé en France métropolitaine (tableau 2), c'est-à-dire un emploi bénéficiant d'une aide publique, hors allègements généraux et dispositifs sectoriels. Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a baissé de 205 000 sur un an (graphique 4), soit -13,5 %, une diminution entraînée par la baisse des enveloppes de contrats aidés et par l'arrêt fin 2017 des exonérations de cotisations chômage pour l'embauche de jeunes en CDI. Le nombre de contrats en alternance a augmenté de nouveau.

Les contrats aidés, contrat unique d'insertion (CUI), emploi d'avenir ou emploi dans le secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE), dérogoires au droit commun, sont pilotés par les pouvoirs publics, qui définissent chaque année les crédits alloués, les publics ciblés ainsi que les objectifs d'embauches. En 2017, 510 000 embauches, en contrat initial ou en reconduction, ont été réalisées, soit 22,1 % de moins qu'en 2016. Cette baisse est due à des autorisations d'embauches moins nombreuses en CUI [5] et en emploi d'avenir. Au 1^{er} semestre, la baisse des embauches était concentrée sur les emplois d'avenir et les CUI-CIE (dans le secteur marchand). Au 2nd semestre, les conditions d'attribution de ces contrats étaient encore

Graphique 3

Évolution de la productivité apparente par tête dans les secteurs marchands non agricoles à la suite des crises ou phase de ralentissement de 1992-1993, 2001-2002 et 2008-2009

Indices trimestriels, base 100 aux 1^{ers} trimestres 1992, 2001 et 2008, données CVS



Concept : productivité par tête = valeur ajoutée / personnes en emploi.

Lecture : la productivité par tête a baissé de 3,4 % entre les 1^{ers} trimestres 2008 et 2009.

Champ : secteurs marchands non agricoles, France hors Mayotte, emploi au lieu de travail.

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, Estimations d'emploi.

plus sélectives, et les embauches en CUI-CAE (secteur non marchand) ont été réduites à leur tour. *A contrario*, les recrutements dans l'IAE ont augmenté de 5,4 % en un an. En 2017, les effectifs en contrat aidé ont diminué de 26,4 %, et fin 2017, 358 000 personnes bénéficient de ces contrats.

En 2017, les embauches en contrat d'apprentissage sont restées dynamiques, en hausse de 2,6 %, en partie en raison d'une expérimentation menée dans 9 régions, permettant l'accès à l'apprentis-

Tableau 2

Évolution des embauches et du nombre de bénéficiaires d'un emploi aidé

Données CVS pour le nombre de bénéficiaires et brutes pour les embauches, en milliers

	Embauches semestrielles						Nombre de bénéficiaires						
	2016	Dont :		2017	Dont :		Niveau de fin d'année			Glissement semestriel			
		S1	S2		S1	S2	2015	2016	2017	2016 S1	2016 S2	2017 S1	2017 S2
Contrat aidé	654	333	321	510	298	211	518	487	358	23	-54	-13	-116
CUI-CAE.....	274	123	152	202	123	80	208	223	157	17	-2	5	-71
CUI-CIE.....	79	59	21	28	23	4	61	41	15	11	-32	-10	-15
Emploi d'avenir.....	68	35	34	35	27	8	120	96	57	-5	-19	-11	-27
Insertion par l'activité économique.....	232	117	115	244	126	119	128	128	128	0	0	3	-3
Contrat en alternance	476	82	394	497	91	406	577	594	614	5	12	12	8
Contrats d'apprentissage.....	283	37	247	290	39	251	383	390	397	2	5	4	3
Contrat de professionnalisation.....	193	46	148	207	52	155	194	204	217	3	7	8	4
Autre emploi aidé	971	478	493	847	551	296	424	434	338	7	3	6	-102
Dispositif ciblé sur les territoires en difficulté.....	5	3	2	7	3	4	52	42	35	-5	-4	-7	0
Contrat de génération.....	11	5	6	7	4	3	33	28	21	-2	-3	-3	-4
Autres dispositifs ciblés sur une catégorie de salariés*.....	771	369	402	634	439	195	147	165	67	10	8	11	-109
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise.....	183	101	83	200	106	94	192	198	214	4	2	5	11
Ensemble des emplois aidés.....	2 101	893	1 208	1 854	941	913	1 518	1 514	1 309	34	-38	5	-210

* Exonérations de cotisations chômage pour l'embauche de jeunes en CDI (632 000 entrées en 2017) et accompagnement des restructurations (allocation temporaire dégressive, 2 000 entrées en 2017).

Concept : les embauches correspondent aux entrées totales dans les dispositifs (entrées initiales + reconductions de contrats).

Champ : France métropolitaine.

Source : Agence de service et de paiement (ASP), Acoess, Dares ; traitement Dares.

sage à toute personne de 26 à 30 ans et non plus seulement à celles bénéficiant d'une dérogation. Les embauches en contrat de professionnalisation ont été également en hausse, de 7,0 %. Les effectifs ont augmenté dans les deux dispositifs, de sorte que, fin 2017, 614 000 personnes bénéficient d'un contrat en alternance, soit 3,3 % de plus que fin 2016.

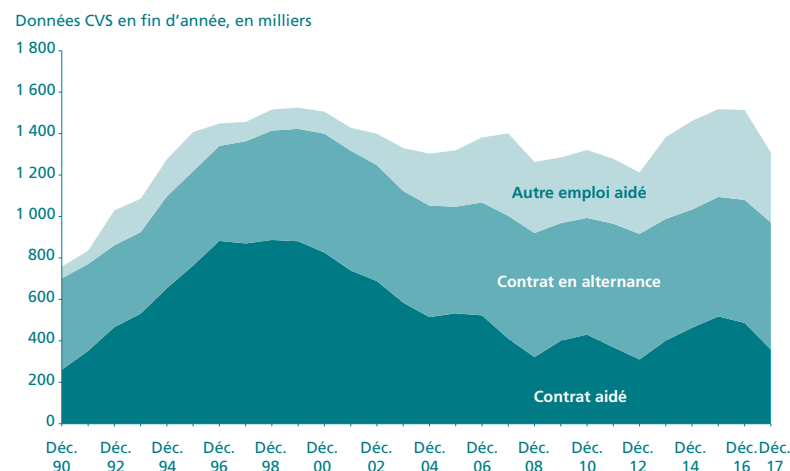
Outre ces contrats spécifiques, les mesures ciblées de politique de l'emploi sont principalement des aides aux chômeurs créateurs d'entreprise (214 000 bénéficiaires fin 2017, en hausse de 8,0 %) et des aides pour l'embauche de jeunes en CDI. Ces dernières sont en extinction depuis le début du 4^e trimestre 2017 : il n'y a plus de nouveaux bénéficiaires, tant pour l'exonération de cotisations chômage que pour les contrats de génération. Dans ce contexte, le nombre de bénéficiaires de l'exonération de cotisation chômage a chuté (-59,3 % sur un an). Les dispositifs ciblés sur les territoires en difficulté (ZFU, ZRR, ZRD, etc.) sont eux aussi en extinction, et le nombre de salariés bénéficiaires est en constante diminution. Au total, le nombre de bénéficiaires des autres emplois aidés a baissé de 22,2 % en 2017.

Les emplois aidés ont un impact à court terme sur l'emploi et le chômage dans la mesure où une partie des embauches n'aurait pas eu lieu sans l'aide de l'État. L'impact sur les créations nettes d'emplois dans l'économie et, par conséquent, sur le nombre de demandeurs d'emploi, varie d'un dispositif à l'autre selon l'évaluation de l'ampleur supposée des « effets d'aubaines ». Les exercices de chiffrage réalisés (5) suggèrent que la baisse récente du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés aurait entraîné la suppression nette de 66 000 emplois en 2017, après 3 000 emplois en 2016. La baisse des emplois aidés aurait ainsi entraîné une hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A d'environ 47 000 en 2017, centrée sur le 2nd semestre (+50 000) (6).

Forte augmentation du taux d'emploi des 15-64 ans

Le taux d'emploi des 15-64 ans s'établit à 65,7 % au 4^e trimestre 2017 en France métropolitaine selon les concepts du Bureau international du travail (BIT). Il a augmenté de 1,0 point par rapport à fin 2016 (tableau 3, encadré 1), et atteint son niveau le plus élevé depuis le début des années 1980. Comme en 2016, la hausse du taux d'emploi a été en 2017 un peu plus importante pour les hommes (+1,2 point) que pour les femmes (+0,9 point). Après avoir diminué de 1,2 point entre début 2008 et fin 2009, le taux d'emploi a augmenté légèrement jusqu'à mi-2015 (+0,4 point) et plus nettement depuis (+1,5 point entre mi-2015 et fin 2017).

Graphique 4 Évolution des effectifs en emploi aidé depuis 1990*



* Sont comptabilisés dans les effectifs :

Contrat aidé : TUC, CES, CEC, CEV, Emploi jeune, CAE, CAv, CUI-CAE, Emploi d'avenir, CRE, CIE, conventions de coopération, aide dégressive à l'employeur, nouveau CIE, CI-RMA, CUI-CIE, contrat dans les structures de l'IAE ;

Contrat en alternance : apprentissage, contrats de professionnalisation, contrat de qualification, contrat de réinsertion en alternance, contrat d'adaptation, contrat d'orientation, PACTE ;

Autre emploi aidé : exonérations zonées (exo. embauche d'un second ou troisième salarié, zone de revitalisation rurale (ZRR), organisme d'intérêt général (OIG) en zone de redynamisation urbaine (ZRU), zone franche urbaine (ZFU), zone de restructuration de la défense (ZRD), bassin d'emploi à redynamiser (BER)), dispositifs d'aide à l'embauche des jeunes (Exo jeune sans qualification, Exonération sur les embauches de jeunes en CDI, Aide au premier emploi des jeunes, Contrat jeune en entreprise, Contrat de génération), accompagnement des restructurations (Aide au passage à mi-temps, Aide au passage à temps partiel, Allocation temporaire dégressive), aides aux chômeurs créateurs d'entreprise (Fonds départemental d'initiative jeune, ACCRE).

Champ : France métropolitaine.

Sources : ASP, Acoess, Dares ; traitement Dares.

Tableau 3 Taux d'emploi par sexe et âge

Données CVS en moyenne trimestrielle, en %

	2008	2009	2015	2016	2017			
	T1	T4	T2	T4	T1	T2	T3	T4
Ensemble								
15-64 ans.....	65,0	63,8	64,2	64,7	64,7	65,4	65,1	65,7
15-24 ans	32,0	30,0	28,3	28,5	28,6	28,9	29,1	29,9
25-49 ans	83,6	82,0	79,8	80,1	80,2	80,9	80,6	81,0
50-64 ans	53,1	53,2	59,7	60,8	60,9	61,6	61,3	62,1
Hommes								
15-64 ans.....	69,7	68,0	67,5	68,1	68,4	68,9	68,8	69,3
15-24 ans	35,1	32,6	30,8	30,4	30,4	31,2	31,9	32,3
25-49 ans	89,7	87,3	84,0	85,1	85,6	85,9	85,7	85,8
50-64 ans	56,6	57,0	62,3	63,0	63,1	64,1	63,7	64,9
Femmes								
15-64 ans.....	60,5	59,7	61,0	61,3	61,3	61,9	61,5	62,2
15-24 ans	28,9	27,5	25,7	26,5	26,8	26,5	26,3	27,4
25-49 ans	77,8	76,9	75,7	75,2	75,0	76,0	75,6	76,3
50-64 ans	49,8	49,7	57,3	58,7	58,8	59,3	59,0	59,5

Note : le 1^{er} trimestre 2008 et le 4^e trimestre 2009 sont des points hauts (2008-T1) ou bas (2009-T4) du cycle conjoncturel du taux d'emploi. Le 2^e trimestre 2015 est un point haut du cycle conjoncturel du taux de chômage.

Concepts : actifs occupés au sens du BIT ; âge atteint à la date de l'enquête.

Lecture : au 4^e trimestre 2017, 65,7 % des 15-64 ans sont en emploi.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans à 64 ans de France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2008-2017.

(5) L'estimation des effets à court terme sur l'emploi repose sur le lien entre l'emploi et le coût du travail. Pour les mesures du secteur marchand, ce lien est appréhendé à travers des estimations économétriques de l'élasticité de la demande de travail à son coût [6] ; les effets sur l'emploi d'un dispositif sont d'autant plus élevés que les aides sont importantes. Pour les mesures du secteur non marchand, l'élasticité retenue est de 1 : un contrat aidé pris en charge à 70 % induira donc 0,7 création nette d'emploi à court terme.

(6) Pour chaque dispositif, les effets sur le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A sont mécaniquement inférieurs aux effets sur l'emploi car les emplois créés ne sont pas tous attribués à des personnes inscrites auparavant à Pôle emploi en catégorie A, du fait notamment des effets d'appel sur la population active.

La hausse du taux d'emploi a concerné toutes les tranches d'âge mais plus nettement les 15-24 ans et les 50-64 ans. Le taux d'emploi des jeunes a augmenté de 1,4 point sur un an, à 29,9 % au 4^e trimestre 2017. Il reste 2,1 points au-dessous de son niveau du début 2008, car il avait beaucoup diminué entre début 2008 et mi-2015 (-3,7 points). Le taux d'emploi des 50-64 ans a de nouveau augmenté en 2017 (+1,3 point sur un an), s'établissant à 62,1 % fin 2017. Il a augmenté de 8,9 points depuis fin 2009, en raison du recul des âges de départ à la retraite. Enfin, le taux d'emploi des 25-49 ans atteint 81,0 %, soit 0,9 point de plus qu'un an auparavant.

Au 4^e trimestre 2017, 84,5 % des actifs en emploi salarié (y compris intérim) ont un emploi à durée indéterminée (CDI du privé ou titulaires et contractuels en CDI de la fonction publique). Cette part a diminué de 0,7 point par rapport à fin 2016 (graphique 5). La part des emplois à durée indéterminée était restée quasi stable entre les 1^{ers} trimestres 2011 et 2014, et a diminué de 1,9 point entre début 2014 et fin 2017. Même si le nombre de CDI n'a pas baissé, la hausse de l'emploi a en effet davantage concerné des contrats à durée déterminée et des missions d'intérim que des CDI.

Nouvelle diminution du sous-emploi

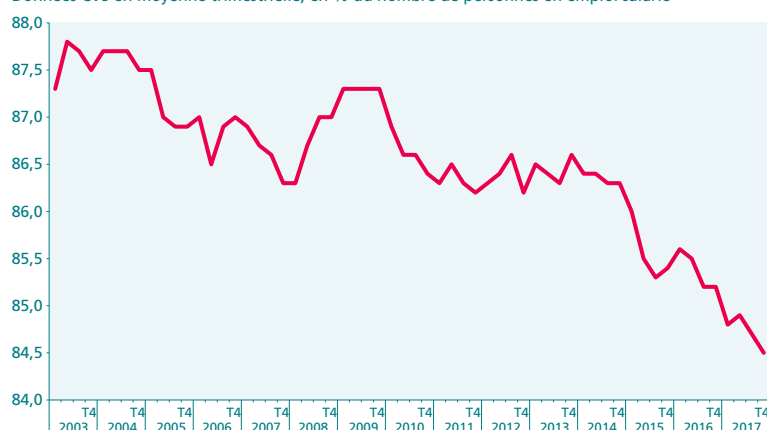
La part de l'emploi à temps partiel a légèrement diminué en 2017. Au 4^e trimestre 2017, 18,5 % des actifs occupés travaillent à temps partiel, soit 0,2 point de moins que fin 2016. La proportion d'actifs occupés à temps partiel est nettement plus élevée pour les femmes que pour les hommes (29,6 % contre 8,2 %), mais l'écart se réduit : depuis fin 2009, la part de l'emploi à temps partiel a augmenté pour les hommes (+1,9 point) et diminué pour les femmes (-1,2 point).

Pour une partie de ces personnes, le temps partiel est subi : elles souhaiteraient travailler davantage et sont disponibles pour le faire. C'est la compo-

Graphique 5

Part des emplois à durée indéterminée dans l'emploi salarié

Données CVS en moyenne trimestrielle, en % du nombre de personnes en emploi salarié



Concepts : activité au sens du BIT ; les emplois à durée indéterminée correspondent aux CDI du secteur privé ou des entreprises publiques, ainsi qu'aux titulaires ou contractuels en CDI de la fonction publique.

Lecture : au 4^e trimestre 2017, 84,5 % des personnes occupant un emploi salarié sont en emploi à durée indéterminée.

Champ : actifs occupés en emploi salarié des ménages de France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2003-2017.

sante principale du sous-emploi au sens du BIT (encadré 1). Au 4^e trimestre 2017, 1 487 000 personnes sont en situation de sous-emploi (tableau 4), soit 5,6 % des personnes en emploi. La part du sous-emploi a diminué de 0,6 point en 2017, après -0,4 point en 2016, et revient à son niveau de fin 2007. Cette baisse résulte de la diminution du nombre de personnes à temps partiel contraint (5,4 % fin 2017), la part du chômage technique ou partiel (7) étant quasi stable sur un an (0,2 % fin 2017). Les femmes sont plus fréquemment en situation de sous-emploi que les hommes (8,3 %, contre 3,1 %), mais depuis début 2008 l'évolution a été plus favorable pour les femmes que pour les hommes. Depuis la mi-2015, le sous-emploi a diminué un peu plus fortement pour les femmes (-1,5 point en deux ans et demi, contre -0,5 point pour les hommes), tandis que de début 2008 à la mi-2015, la hausse a été plus forte pour les hommes (+1,5 point contre +1,0 point pour les femmes).

Tableau 4

Part du sous-emploi dans l'emploi total

	2008 T1	2009 T4	2015 T2	2016 T4	2017				Nombre au T4 (en milliers)
					T1	T2	T3	T4	
Temps partiel, souhait de travailler plus d'heures, disponible pour le faire et à la recherche d'un autre emploi (1)	1,3	1,5	1,5	1,3	1,3	1,2	1,2	1,1	302
Temps partiel, souhait de travailler plus d'heures, disponible pour le faire mais sans recherche d'un autre emploi (2)	4,0	4,3	4,8	4,6	4,6	4,7	4,7	4,3	1 132
Temps plein, ou temps partiel (autre que les deux cas ci-dessus), en situation de chômage technique ou partiel (3)	0,1	0,8	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	52
Total des personnes en situation de sous-emploi (1) + (2) + (3)	5,4	6,6	6,6	6,2	6,1	6,1	6,1	5,6	1 487
Femmes en situation de sous-emploi	8,8	10,0	9,8	9,0	9,0	9,0	8,9	8,3	1 062
Hommes en situation de sous-emploi	2,1	3,4	3,6	3,6	3,4	3,4	3,8	3,1	425

Note 1 : le 1^{er} trimestre 2008 et le 4^e trimestre 2009 sont des points bas (2008-T1) ou hauts (2009-T4) du cycle conjoncturel de la part du sous-emploi dans l'emploi. Le 2^e trimestre 2015 est un point haut du cycle conjoncturel du taux de chômage.

Concept : sous-emploi au sens du BIT.

Note 2 : les chiffres concernant le chômage technique ou partiel issus de l'enquête Emploi peuvent différer de ceux obtenus à partir de données administratives.

Lecture : au 4^e trimestre 2017, 5,6 % des actifs occupés sont en situation de sous-emploi, 5,4 % en temps partiel subi et 0,2 % au chômage technique ou partiel.

Champ : actifs occupés des ménages de France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2008-2017.

Chômage : amplification de la baisse du taux de chômage

Un taux de chômage à 9,0 % en France et à 8,6 % en métropole au 4^e trimestre 2017

Le taux de chômage au sens du BIT (encadré 1) s'établit à 9,0 % de la population active en France (hors Mayotte) au 4^e trimestre 2017, après 10,0 % au 4^e trimestre 2016 (tableau 5). Par rapport à son point haut de mi-2015, le taux de chômage a diminué de 1,5 point, dont 1,0 point entre fin 2016 et fin 2017 (8). En France métropolitaine, avec 2 503 000 personnes au chômage fin 2017 (-303 000 sur 1 an), le taux de chômage atteint 8,6 %, son plus bas niveau depuis début 2009.

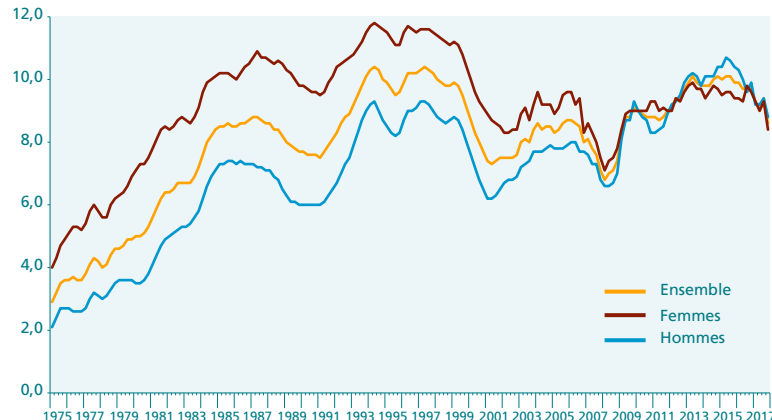
Entre fin 2016 et fin 2017, le taux de chômage a diminué dans des proportions proches pour les hommes (-1,1 point) et pour les femmes (-1,2 point). Fin 2017, en France métropolitaine, 8,8 % des hommes actifs et 8,4 % des femmes actives sont au chômage au sens du BIT. Jusqu'en 2008, le taux de chômage des hommes était toujours sensiblement inférieur à celui des femmes, l'écart se réduisant toutefois tendanciellement [8] (graphique 6). Les effets de la crise ont ensuite davantage touché les hommes, les pertes d'emploi étant concentrées dans l'industrie, la construction et l'intérim, secteurs majoritairement masculins. L'écart entre le taux de chômage des hommes et des femmes s'est alors réduit très rapidement et, à partir du 3^e trimestre 2012, le taux de chômage des hommes a presque toujours été plus élevé que celui des femmes. L'écart en faveur des femmes, qui avait atteint 1,1 point au 2^e trimestre 2015, s'est cependant réduit à 0,4 point fin 2017, notamment à la suite de l'accélération de l'emploi intérimaire et du dynamisme de l'emploi hors intérim dans la construction et l'industrie.

Une plus forte diminution du taux de chômage des jeunes

La baisse du taux de chômage en 2017 a concerné toutes les tranches d'âge, mais plus fortement les jeunes. Le taux de chômage des 15-24 ans s'établit à 20,6 % de la population active au 4^e trimestre 2017, après 23,5 % au 4^e trimestre 2016. Après un pic à 25,4 % des actifs fin 2012, le taux de chômage des 15-24 ans avait diminué tout au long de l'année 2013 (-2,4 points), année où les jeunes ont notamment bénéficié de la mise en place des emplois d'avenir, dédiés aux jeunes sans qualification ou peu diplômés. Il a augmenté de 1,0 point en 2014, puis est resté quasiment stable jusqu'à l'été 2016 (graphique 7). Le taux de chômage des jeunes a diminué de 3,9 points entre le 3^e trimestre 2016 et le 4^e trimestre 2017, en lien notamment avec l'accélération de l'emploi dans l'intérim.

Graphique 6
Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe

Données CVS en moyenne trimestrielle, en %



Concepts : chômage et activité au sens du BIT.

Note : estimation à +/- 0,3 point près du taux de chômage, estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Lecture : au 4^e trimestre 2017, 8,6 % des actifs sont au chômage au sens du BIT.

Champ : actifs des ménages de France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi 1975-2017.

Tableau 5
Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge

Données CVS en moyenne trimestrielle, taux en % et volumes en milliers

	2008 T1	2009 T4	2015 T2	2016 T4	2017				Nombre au T4 (en milliers)
					T1	T2	T3	T4	
France hors Mayotte.....	7,2	9,5	10,5	10,0	9,6	9,4	9,7	9,0	2 664
France métropolitaine.....									
Ensemble	6,8	9,1	10,1	9,7	9,3	9,1	9,4	8,6	2 503
Moins de 25 ans	17,0	23,2	23,8	23,5	21,8	22,6	21,7	20,6	567
25 à 49 ans.....	6,2	8,2	9,5	9,1	8,6	8,4	8,9	8,0	1 408
50 ans ou plus.....	4,0	5,8	7,1	6,6	6,6	6,3	6,4	6,1	529
Hommes.....	6,6	9,3	10,7	9,9	9,2	9,2	9,4	8,8	1 328
Moins de 25 ans	16,8	24,5	24,1	24,1	22,7	23,2	22,8	21,2	321
25 à 49 ans.....	5,8	8,0	9,8	8,9	8,3	8,2	8,4	7,8	719
50 ans ou plus.....	4,2	5,8	7,8	7,2	6,7	6,5	6,9	6,6	288
Femmes.....	7,1	9,0	9,6	9,6	9,3	9,0	9,3	8,4	1 176
Moins de 25 ans	17,2	21,6	23,4	22,7	20,8	21,7	20,2	19,9	246
25 à 49 ans.....	6,7	8,4	9,1	9,3	9,0	8,6	9,4	8,1	689
50 ans ou plus.....	3,8	5,7	6,4	6,1	6,6	6,0	5,8	5,7	241

Note : le 1^{er} trimestre 2008, le 4^e trimestre 2009 et le 2^e trimestre 2015 sont des points bas (2008-T1) ou hauts (2009-T4 et 2015-T2) du cycle conjoncturel du taux de chômage.

Concepts : chômage et activité au sens du BIT ; âge atteint à la date de l'enquête.

Lecture : au 4^e trimestre 2017, 567 000 personnes âgées de moins de 25 ans sont au chômage au sens du BIT, soit un taux de chômage de 20,6 %.

Champ : actifs des ménages.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2008-2017.

Le taux de chômage des jeunes est plus élevé que celui des autres tranches d'âge, mais cet indicateur ne concerne, par définition, que les jeunes actifs sur le marché du travail. En effet, ceux en études – s'ils ne travaillent pas en complément – ne sont pas comptabilisés dans la population active (et donc non inclus dans le dénominateur du taux de chômage). Par ailleurs, parmi les actifs de 15-24 ans, les peu diplômés, qui sont les plus touchés par le chômage, sont surreprésentés car ils entrent plus tôt sur le marché du travail que les diplômés. Rapportée à l'ensemble de la popula-

tion des 15-24 ans (actifs et inactifs), la proportion de chômeurs chez les jeunes est de 7,8 % au 4^e trimestre 2017, soit seulement 0,8 point de plus que pour les 25-49 ans.

Le taux de chômage des 25-49 ans atteint 8,0 % au 4^e trimestre 2017, soit 1,1 point de moins que fin 2016. Le taux de chômage des 50 ans ou plus a diminué plus modérément (-0,5 point sur un an), s'établissant à 6,1 % fin 2017.

Quasi-stabilité du halo autour du chômage

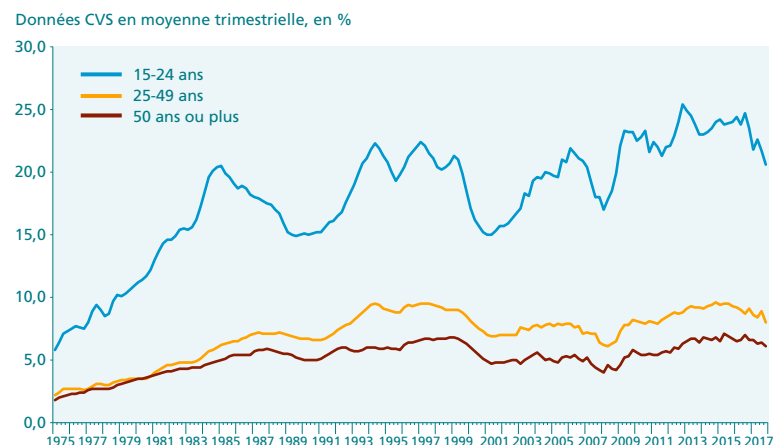
Au 4^e trimestre 2017, 1,5 million de personnes appartiennent au halo autour du chômage en France métropolitaine (encadré 1, graphique 8), un nombre très proche de celui mesuré un an auparavant (+19 000 par rapport à fin 2016). Sur la même période, le nombre de chômeurs BIT a diminué de 303 000.

De début 2008 à fin 2016, le nombre de personnes appartenant au halo autour du chômage avait fortement augmenté (+331 000, soit +29 %), mais moins vite que le nombre de chômeurs (+907 000, soit +48 %) [9].

Stabilité du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A mais nette hausse des inscrits en catégories A, B, C

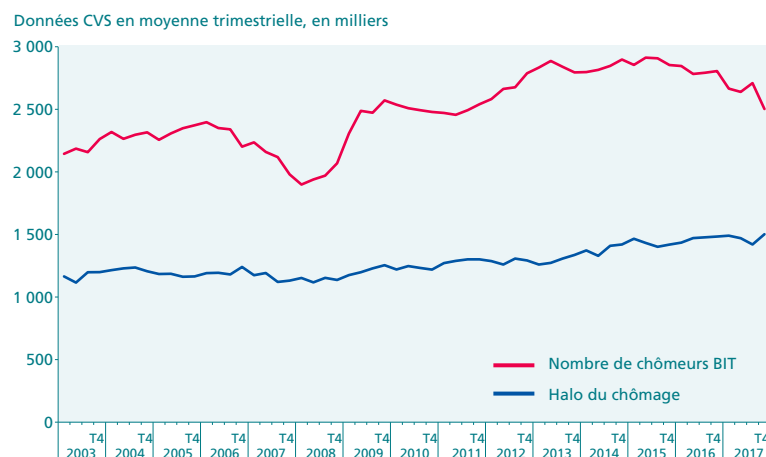
Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité dans le mois (catégorie A, encadré 1) s'est établi à 3 469 000 au 4^e trimestre 2017 (tableau 1). Ce nombre a été quasiment stable entre le 4^e trimestre 2006 et le 4^e trimestre 2017 (-2 000, soit -0,1 %, après -108 000 en 2016). De 2008 à 2015, le nombre d'inscrits en catégorie A avait augmenté chaque année (graphique 9). En 2017, l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A a été de nouveau moins favorable que celle du nombre de chômeurs au sens du BIT (encadré 2). Par sexe, l'évolution du nombre d'inscrits en catégorie A a été contrastée : -2,1 %, soit -38 000 pour les hommes, et +2,1 %,

Graphique 7
Taux de chômage au sens du BIT par tranche d'âge



Concepts : chômage et activité au sens du BIT, âge atteint à la date de l'enquête.
Note : estimation à +/- 0,3 point près du taux de chômage, estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.
Lecture : au 4^e trimestre 2017, 20,6 % des actifs de moins de 25 ans sont au chômage au sens du BIT.
Champ : actifs des ménages de France métropolitaine.
Source : Insee, enquêtes Emploi 1975-2017.

Graphique 8
Le chômage et son halo



Concepts : chômage au sens du BIT, halo autour du chômage.
Lecture : au 4^e trimestre 2017, 1 502 000 personnes sont dans le halo autour du chômage.
Champ : population des ménages de France métropolitaine.
Source : Insee, enquêtes Emploi 2003-2017.

Tableau 6
Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon la catégorie et dispensés de recherche d'emploi indemnisés

Données CVS-CJO en moyenne trimestrielle, en milliers

	2017 T4	Glissements trimestriels				Variation 2017 T4/ 2016 T4	Évolution 2017 T4/ 2016 T4 (en %)
		T1	T2	T3	T4		
Ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (catégories A à E)	6 291	13	23	49	-28	57	0,9
Demandeurs d'emploi tenus de faire des positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C)	5 621	38	44	66	4	152	2,8
n'ayant exercé aucune activité réduite (catégorie A)	3 469	14	0	15	-31	-2	-0,1
en activité réduite courte (catégorie B)	747	-3	7	25	-5	24	3,3
en activité réduite longue (catégorie C)	1 404	27	35	27	39	128	10,0
Demandeurs d'emploi non tenus de faire des positifs de recherche d'emploi	670	-24	-20	-18	-32	-94	-12,3
en stage, maladie, formation, ... (catégorie D)	276	-21	-18	-15	-9	-63	-18,6
en emploi (dont contrats aidés, catégorie E)	394	-4	-2	-2	-23	-31	-7,3
Demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus	2 521	-4	23	45	41	105	4,3
Dispensés de recherche d'emploi (DRE) indemnisés	4	-1	-2	0	-1	-4	-50,7

Champ : France métropolitaine.

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT (demandeurs d'emploi) ; Pôle emploi, FNA (DRE indemnisés) ; calculs des CVS-CJO Dares (demandeurs d'emploi et DRE indemnisés).

soit +36 000 pour les femmes. Ainsi, l'écart entre le nombre d'hommes et de femmes inscrits a continué de se réduire. Au 4^e trimestre 2017, on compte parmi les demandeurs d'emploi en catégorie A 83 000 hommes de plus que de femmes. Par âge, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a baissé pour les moins de 25 ans (-18 000, soit -3,7 %) et les 25-49 ans (-6 000, soit -0,3 %). À l'inverse, il a augmenté pour les 50 ans ou plus (+22 000, soit +2,5 %).

En 2017, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine et tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C ; encadré 1) a augmenté de 152 000 (+2,8 %), pour s'établir à 5 621 000 au 4^e trimestre 2017. La hausse n'avait été que de 16 000 en 2016 (+0,3 %).

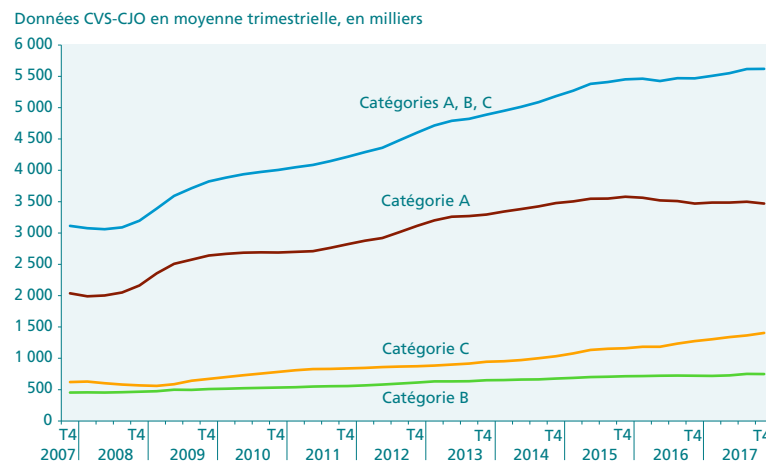
Parmi les inscrits tenus de rechercher un emploi au 4^e trimestre 2017, 2 151 000 ont exercé une activité réduite dans le mois (catégories B et C ; encadré 1). La pratique d'une activité réduite correspond souvent à des emplois courts ou à temps partiel, sous forme de CDD, de missions d'intérim ou de travail occasionnel [10]. Comme en 2016, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite a été soutenue en 2017 : +152 000 après +126 000 en 2016. Cette accélération a concerné à la fois la catégorie B (personnes exerçant une activité réduite courte de 78 heures ou moins) avec +25 000, après +9 000 en 2016, et la catégorie C (personnes exerçant une activité réduite longue de plus de 78 heures) avec +128 000, après +116 000 en 2016 (graphique 9).

Parmi les demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C, le nombre d'inscrits depuis un an ou plus a augmenté de 105 000 sur un an (+4,3 %), pour atteindre 2 521 000 au 4^e trimestre 2017. Ils représentent 44,8 % des catégories A, B, C fin 2017, soit +0,6 point par rapport à la même période en 2016.

En septembre 2017, 4,5 % des demandeurs d'emploi qui étaient en catégories A, B, C à la fin du mois précédent sont sortis des listes pour reprendre un emploi, ce qui marque une hausse par rapport à septembre 2016 (+0,3 point). De septembre 2014 à septembre 2016, le taux de sortie pour reprise d'emploi avait peu varié (+0,1 point en 2 ans). Il était auparavant en baisse depuis mi-2008 : fortement au début de la crise entre septembre 2008 et septembre 2009 (-1,4 point), puis plus modérément par la suite (-0,3 point par an entre 2009 et 2014) (graphique 10).

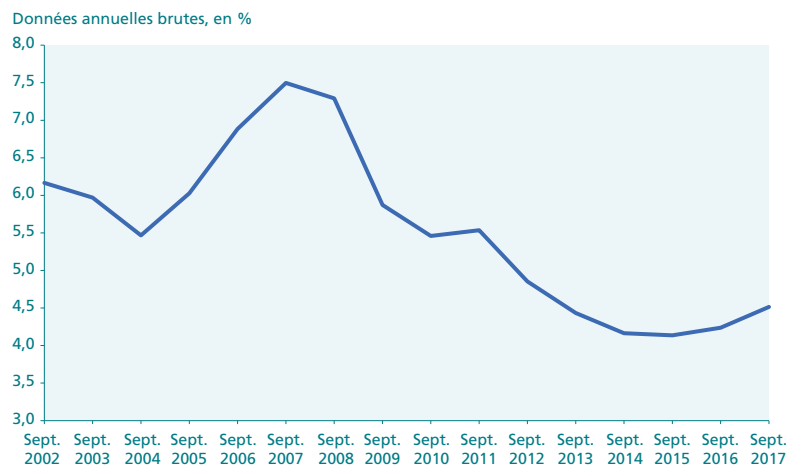
Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en France métropolitaine, qu'ils soient ou non tenus de rechercher un emploi (catégories A à E, encadré 1), a continué de croître en 2017, à un rythme moindre, néanmoins, qu'en 2016. Il a augmenté de 57 000 entre le 4^e trimestre 2016 et le 4^e trimestre 2017 (soit +0,9 %), après +84 000 (+1,4 %) sur la même période, un an plus tôt. Au 4^e trimestre 2017, 6 291 000 demandeurs d'emploi sont, toutes catégories confondues, inscrits à Pôle emploi (tableau 6).

Graphique 9
Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi



Champ : France métropolitaine.
Source : Pôle emploi-Dares, STMT ; calcul des CVS-CJO Dares.

Graphique 10
Taux de sortie des catégories A, B, C pour reprise d'emploi



Lecture : 4,5 % des inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C à la fin août 2017 sont sortis de ces catégories en septembre 2017 pour reprise d'emploi.
Champ : demandeurs d'emploi en catégories A, B, C à la fin du mois précédent ; France métropolitaine.
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT et enquête Sortants.

La décélération de 2017 s'explique par la baisse des inscrits en catégories D et E, sous les effets conjugués de la fin du plan « 500 000 formations » pour les premiers et de la baisse de l'enveloppe de contrats aidés pour les seconds. Au 4^e trimestre 2017, 670 000 demandeurs d'emploi ne sont pas tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (tableau 6) : ils sont soit en emploi, notamment en emploi aidé ou en création d'entreprise (394 000 personnes, catégorie E), soit sans emploi (276 000 personnes, catégorie D). Cette dernière catégorie comprend les demandeurs d'emploi en stage, en formation ou en maladie, ainsi que les personnes bénéficiant d'un contrat de sécurisation professionnelle (CSP) après un licenciement économique [11]. Avec la fin du plan « 500 000 formations », le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie D a fortement décru à compter de début 2017 (-63 000, soit -18,6 % sur l'année 2017).

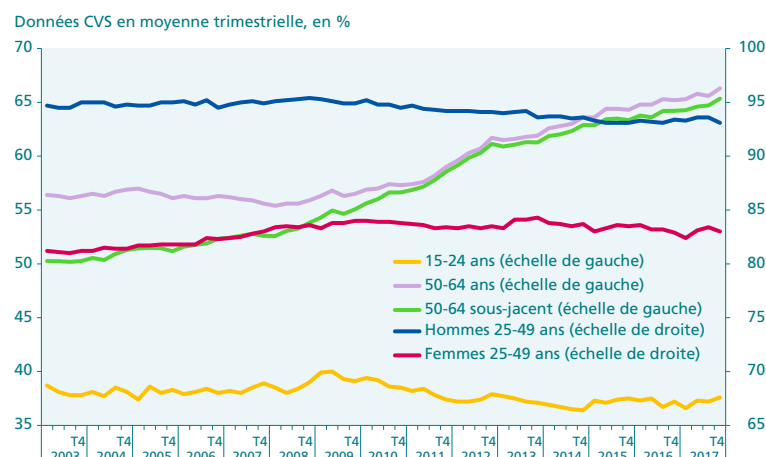
L'activité : poursuite de la hausse du taux d'activité des seniors

La population active regroupe les personnes en emploi et les chômeurs. Elle est ici calculée, sur le champ France hors Mayotte, « au sens de la comptabilité nationale », comme la somme des estimations d'emploi issues des sources administratives évaluées en moyenne trimestrielle et du chômage au sens du BIT issu de l'enquête Emploi (encadré 1). Entre le 4^e trimestre 2016 et le 4^e trimestre 2017, le nombre de chômeurs au sens du BIT a baissé de 303 000 personnes, et le nombre de personnes en emploi a progressé de 305 000. La population active « au sens de la comptabilité nationale » a donc été quasi stable en 2017 (+2 000) (tableau 7)

Les évolutions de la population active résultent de deux facteurs : la démographie et les comportements d'activité. L'effet de la démographie dépend de l'évolution du nombre de personnes en âge de travailler et de la structure par âge de cette population. Les comportements d'activité varient notamment sous l'effet de la conjoncture, de phénomènes tendanciels, comme la participation croissante des femmes au marché du travail, ou de l'impact de certaines politiques publiques, en particulier les réformes des retraites et les dispositifs de cessation anticipée d'activité à financement public.

Au 4^e trimestre 2017, le taux d'activité au sens du BIT (encadré 1) des 15-64 ans s'élève à 72,0 % en France métropolitaine, à son plus haut niveau depuis 1975, première année de la mesure au sens du BIT. Un peu plus des deux tiers des femmes et des trois quarts des hommes de 15 à 64 ans sont actifs. Le taux d'activité des 15-64 ans a progressé de 0,3 point en 2017, cette hausse faisant suite à une quasi-stabilité en 2016 (+0,1 point). Le taux d'activité des hommes de 15 à 64 ans a augmenté de 0,4 point en 2017, et se situe en fin d'année à son niveau le plus haut depuis 1990 (76,1 %). La hausse a été de 0,2 point pour les femmes (68,0 % en fin d'année). Depuis début 2016, le taux d'activité des femmes est proche de 68 %, son plus haut niveau depuis 1975.

Graphique 11
Taux d'activité par sexe et par tranche d'âge



Concepts : activité au sens du BIT ; âge atteint à la date de l'enquête.

Lecture : au 4^e trimestre 2017, le taux d'activité des femmes de 25 à 49 ans est de 83,0 %.

Champ : population des ménages de France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2003-2017.

Dans un contexte démographique relativement stable pour la population en âge de travailler, la stabilité du nombre d'actifs « au sens de la comptabilité nationale » n'est pas cohérente avec la nette hausse du taux d'activité des 15-64 ans. Cela s'explique par l'usage de sources différentes sur l'emploi pour ces deux indicateurs : les Estimations d'emploi provenant des sources administratives (tableau 1) pour la partie emploi de la population active « au sens de la comptabilité nationale » et le nombre d'actifs occupés au sens du BIT issu de l'enquête Emploi pour le taux d'activité. Ces sources ont indiqué des évolutions différentes en 2017 (encadré 3).

Au 4^e trimestre 2017, 83,0 % des femmes âgées de 25 à 49 ans sont actives (graphique 11). Le taux d'activité des femmes d'âge intermédiaire est resté quasi stable sur un an (+0,1 point), après trois années consécutives de baisse. Depuis son point haut historique au 4^e trimestre 2013 (84,3 %), le taux d'activité des femmes de 25 à 49 ans a reculé de 1,3 point. Après une hausse de 0,3 point en 2016, le taux d'activité des hommes de 25 à 49 ans a reculé de 0,3 point en 2017, à 93,1 % en fin d'année.

Tableau 7
Évolution de la population active, de l'emploi et du chômage

Variation annuelle des moyennes trimestrielles CVS au 4^e trimestre et niveau au T4 2017, en milliers

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Niveau au T4 2017
Population active	156	14	231	311	140	144	56	177	2	30 566
Emploi	-361	102	169	58	128	51	110	230	305	27 902
Rappel : emploi en fin de période	-353	151	149	35	187	11	125	219	340	27 954
Chômage.....	517	-88	62	253	12	93	-54	-53	-303	2 664

Concepts : population active « au sens de la comptabilité nationale », moyenne trimestrielle des estimations d'emploi total issues des sources administratives et moyenne trimestrielle du chômage BIT (encadré 1).

Lecture : entre le 4^e trimestre 2016 et le 4^e trimestre 2017, la population active a augmenté de 2 000 personnes (+305 000 emplois et -303 000 chômeurs) « au sens de la comptabilité nationale ». Au 4^e trimestre 2017, 30 566 personnes étaient actives.

Champ : France hors Mayotte, emploi au lieu de travail (emploi), ménages (chômeurs).

Source : Insee, Estimations d'emploi (en 2017, prévision d'emploi pour les non-salariés) et enquêtes Emploi 2008-2017.

Le taux d'activité des 50-64 ans est de 66,3 % fin 2017 (69,6 % pour les hommes et 63,2 % pour les femmes), soit une progression de 1,1 point sur l'année, après +0,9 point en 2016 et +0,7 point en 2015. Depuis 2004, le taux d'activité « sous-jacent » des seniors, c'est-à-dire corrigé des effets de structure démographique (encadré 1), a progressé de façon continue (+1,1 point en moyenne par an) et, depuis 2011, son évolution est proche de celle du taux d'activité. Cette hausse est notamment liée aux réformes des retraites et à l'évolution des mesures de cessation anticipée d'activité à financement public.

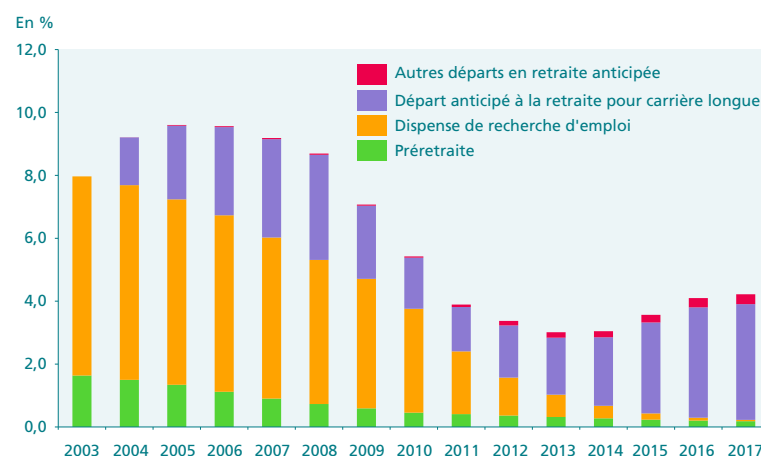
Fin 2017, 4,2 % des 55-64 ans bénéficient d'une des mesures de retrait d'activité à financement public, soit un poids quasi stable par rapport à 2016 (+0,1 point), après une hausse de 0,5 point en 2015 (graphique 12). Cette proportion était en recul depuis 2007, de manière plus accentuée encore entre 2008 et 2011. L'élargissement des conditions de départ à la retraite pour carrière longue en juillet 2012 ainsi que l'effet du décalage de l'âge d'ouverture des droits à la retraite de 60 à 62 ans entre mi-2011 et début 2017 ont conduit à un rebond des départs anticipés à la retraite, ce qui a contribué à limiter la progression du taux d'activité des seniors [12].

Le taux d'activité des jeunes de 15 à 24 ans est reparti à la hausse en 2017 (+0,4 point) pour se situer à 37,6 % en fin d'année, après un recul de 0,3 point en 2016 et une hausse de 1,1 point en 2015. Entre mi-2009 et mi-2012, le taux d'activité des jeunes avait baissé de près de 3 points, notamment sous l'effet de l'allongement des études entre les rentrées scolaires 2008-2009 et 2011-2012 (9). Depuis, le point bas enregistré au 1^{er} trimestre 2017 (36,6 %), le taux d'activité des 15-24 ans a nettement augmenté. Depuis 2015, l'arrivée à 15 ans des générations plus nombreuses nées à partir de 2000 joue à la baisse sur le taux d'activité des jeunes. Entre fin 2014 et fin 2017, le taux d'activité « sous-jacent » des 15-24 ans (encadré 1) s'est accru de 2,3 points, contre 1,2 point pour le taux d'activité.

De fin 2012 à fin 2017, comme au cours des cinq années précédentes, la population active de 15 à 64 ans a augmenté (+73 000 personnes par an en moyenne) du fait des actifs âgés de 50 à 64 ans (+155 000 par an en moyenne), le nombre d'actifs étant orienté à la baisse pour les autres (tableau 8). Cette hausse du nombre de seniors actifs est, pour près des trois quarts, la conséquence de celle des taux d'activité, l'évolution de la population totale à ces âges y contribuant de manière nettement plus limitée. À population inchangée à chaque âge, l'évolution des taux d'activité des 50-64 ans a ainsi contribué à la hausse de la population active entre fin 2012 et fin 2017 à hauteur de +114 000 par an en moyenne. Cette contribution est cependant de moitié inférieure à celle des

Graphique 12

Poids des mesures de retrait d'activité à financements publics entre 55 et 64 ans



Lecture : fin 2017, 4,0 % des individus de 55 à 64 ans bénéficient d'un départ anticipé à la retraite dont 3,7 % pour carrière longue, 0,2 % en raison d'un dispositif de préretraite et une proportion quasi-nulle (0,04 %) pour dispense de recherche d'emploi.

Champ : France hors Mayotte.

Sources : Pôle emploi, DSS et Cnam (préretraites publiques) ; Pôle emploi (DRE) ; estimation Dares, données Cnav (DAR) ; Insee (population totale).

Tableau 8

Contribution de la démographie et des taux d'activité à la variation de la population active par tranche d'âge

Variations annuelles moyennes des moyennes trimestrielles CVS au 4^e trimestre, en milliers

	Population active		Contribution de la démographie		Contribution des taux d'activité	
	fin 2007- fin 2012	fin 2012- fin 2017	fin 2007- fin 2012	fin 2012- fin 2017	fin 2007- fin 2012	fin 2012- fin 2017
15-24 ans	-33	-3	-10	-28	-23	25
25-49 ans	-47	-79	-44	-64	-2	-16
50-64 ans	241	155	25	41	216	114

Concepts : population active « au sens de la comptabilité nationale » (encadré 1) ; âge atteint à la date de l'enquête.

Méthode : la population active étant à chaque âge le produit de la population de cet âge par son taux d'activité, son évolution entre deux dates peut s'écrire comme la somme des deux termes, le premier étant le produit de la variation de la population de cet âge par son taux d'activité de la première date (effet de la démographie), et le second le produit de la variation du taux d'activité à cet âge par la population de la seconde date (effet du taux d'activité) ; pour une classe d'âge, les contributions de la démographie et des taux d'activité sont calculés en sommant les contributions respectives à chaque âge ; pour chaque période, les contributions de la démographie et des taux d'activité sont la somme des contributions annuelles respectives ; le nombre de personnes en emploi à chaque âge est estimé en appliquant la structure par âge observée par l'enquête Emploi (âge atteint à la date de l'enquête) à l'estimation d'emploi total.

Lecture : du 4^e trimestre 2012 au 4^e trimestre 2017, l'évolution des taux d'activité des 50-64 ans a contribué pour +114 000 par an en moyenne à la variation de la population active des 50-64 ans (à population inchangée, fixée chaque année au niveau de la fin d'année précédente).

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, Estimations d'emploi et enquêtes Emploi 2007-2017.

cinq années précédentes, le taux d'activité sous-jacent des seniors ayant nettement ralenti (+4,2 points, contre +8,5 points de fin 2007 à fin 2012).

La population active des 15-24 ans a été quasi stable entre fin 2012 et fin 2017, une contribution des taux d'activité légèrement positive compensant un effet démographique défavorable, tandis que la population active a baissé de 79 000 par an en moyenne entre 25 et 49 ans, sous l'effet, pour les quatre cinquièmes de la démographie et pour le cinquième restant des comportements d'activité.

Sophie DE WARQUIER DE PUEL PARLAN (Insee), Christophe DIXTE (Dares), Jorick GUILLANEUF (Insee), Claude MINNI (coordination, Dares), Simon REBIERE (Dares), Marie REY (Dares).

(9) De la rentrée scolaire 2008-2009 à la rentrée scolaire 2011-2012, l'espérance de scolarisation (études scolaires et universitaires y compris apprentissage) des 15-29 ans a augmenté de 0,8 mois par an, alors qu'elle était auparavant en baisse depuis 1998 et qu'ensuite, de la rentrée scolaire 2011-2012 à celle de 2015-2016, la hausse a été inférieure à 0,2 mois par an (métropole et Dom hors Mayotte).

Encadré 1 – Sources statistiques, méthodes d'élaboration et définition des indicateurs

L'Insee publie des données sur l'emploi à partir de deux sources : les **Estimations d'emploi** et l'**enquête Emploi**. Les Estimations d'emploi constituent la source de référence en matière de suivi du nombre d'emplois. L'enquête Emploi permet de caractériser les personnes en emploi, ainsi que les emplois occupés, et de calculer les taux d'activité et d'emploi selon les caractéristiques individuelles.

Les Estimations d'emploi sont issues d'une synthèse de plusieurs sources statistiques d'origine administrative [13]. Ces sources s'appuient sur les déclarations sociales réalisées par les employeurs. Elles permettent de mesurer l'emploi au lieu de travail : tout emploi déclaré dans les données administratives est comptabilisé.

Les **estimations d'emploi définitives de fin d'année** sont issues des Déclarations annuelles de données sociales (base « DADS grand format ») pour les salariés (secteur privé, entreprises publiques, fonction publique et salariés des particuliers employeurs) et de la base « non-salariés » construite à partir des données de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acof) et de la Mutualité sociale agricole (MSA). Dans les Estimations d'emploi, les multi-actifs, c'est-à-dire les personnes qui occupent plusieurs emplois à une même date (soit parce qu'ils sont salariés et ont plusieurs employeurs, soit parce qu'ils sont à la fois non-salariés et salariés) ne sont comptés qu'une seule fois, au titre de leur emploi principal, qui correspond à celui qui leur procure la plus forte rémunération sur l'année.

Les **estimations trimestrielles d'emploi** sont élaborées sur le champ des salariés [14]. Elles mobilisent les données issues des déclarations sociales centralisées par l'Acof et la MSA, des fichiers de paye de la fonction publique d'État, des déclarations d'emploi des particuliers employeurs, des déclarations mensuelles des entreprises de travail intérimaire. Sur la période non couverte par les estimations annuelles définitives, les estimations trimestrielles d'emploi sont établies en supposant la poursuite des tendances de comportements de multi activité.

Le suivi du **chômage et de son halo**, des **taux d'activité** et d'**emploi**, du **sous-emploi** se fonde sur l'**enquête Emploi**. Seule source statistique permettant de mesurer le chômage au sens du BIT, l'enquête Emploi est effectuée par l'Insee tout au long de l'année depuis 2003 (auparavant l'enquête était annuelle) auprès des ménages vivant en logement ordinaire : les personnes vivant en collectivité (foyer, cité universitaire, hôpital, prison, maison de retraite) ne sont pas interrogées. Environ 100 000 personnes de 15 ans ou plus répondent chaque trimestre en France métropolitaine. Les résultats sont publiés en moyenne sur le trimestre et comportent comme toutes les enquêtes par sondage une marge d'erreur (+/- 0,3 point pour le taux de chômage, en niveau comme en évolution trimestrielle).

Les données de cette publication sur le nombre de personnes en emploi portent sur l'ensemble du territoire à l'exception de Mayotte, tandis que celles portant sur les taux d'emploi, le chômage et les inscrits à Pôle emploi ne concernent, sauf mention contraire, que la France métropolitaine.

La population active occupée (personnes en emploi selon l'enquête Emploi) comprend les personnes ayant exercé une activité rémunérée, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine de référence, ainsi que celles pourvues d'un emploi mais qui en sont temporairement absentes (congé maladie de moins d'un an, congés payés, congé de maternité/paternité, formation rémunérée par l'employeur, chômage technique ou partiel, etc.). Parmi les personnes qui ne sont pas en emploi, sont considérées comme chômeurs au sens du BIT les personnes disponibles pour prendre un emploi dans les 15 jours et qui, soit ont fait des démarches de recherche d'emploi dans le mois précédent, soit ont déjà trouvé un emploi commençant dans les trois mois suivants. Enfin, les inactifs sont les personnes qui ne sont ni en emploi, ni au chômage.

Le **taux d'activité** (respectivement taux d'emploi, part de chômage) d'une classe d'âge est le rapport du nombre d'actifs (respectivement actifs occupés, chômeurs) de la classe d'âge à la population totale de la même classe d'âge. Le **taux de chômage** rapporte quant à lui le nombre de chômeurs au nombre d'actifs de la tranche d'âge considérée.

Enfin, on définit deux catégories intermédiaires. Le **halo autour du chômage** est composé de personnes inactives au sens du BIT qui soit recherchent un emploi mais ne sont pas disponibles, soit souhaitent travailler mais ne recherchent pas d'emploi, qu'elles soient disponibles ou non. Le **sous-emploi au sens du BIT** recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures et qui sont disponibles pour le faire, ainsi que les personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage technique ou partiel).

Le **taux d'activité « sous-jacent »** d'une classe d'âge, moyenne des taux d'activité par âge détaillé, est le taux d'activité qu'aurait connu la classe d'âge si la taille de chaque génération qui la compose était identique. C'est un indicateur pertinent pour commenter les évolutions dès que les générations considérées sont de tailles différentes et que les taux d'activité par âge au sein de la classe d'âge varient sensiblement. C'est le cas pour les 50-64 ans entre 1996 et 2010, avec le vieillissement des premières générations du baby-boom et pour les 15-24 ans depuis 2015, avec l'arrivée à 15 ans des générations plus nombreuses nées à partir de 2000.

La **population active** « au sens de la comptabilité nationale » est définie comme la somme de l'emploi résultant des estimations d'emploi et du chômage au sens du BIT. Elle est appréhendée en moyenne trimestrielle (1).

Les **demandeurs d'emploi sont les personnes inscrites à Pôle emploi** [15]. Ils sont répartis à la fin de chaque mois en différentes catégories selon leur situation. Les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (2) sont en catégorie A s'ils n'ont pas travaillé au cours du mois, en catégorie B s'ils ont travaillé 78 heures ou moins ou en catégorie C s'ils ont travaillé plus de 78 heures. Les demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi sont en catégorie D s'ils ne sont pas en emploi à la fin du mois (stage, formation, maladie...) ou E s'ils sont en emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés). Jusque fin 2012, des personnes pouvaient être dispensées de recherche d'emploi ; elles continuaient alors à percevoir leur allocation sans être inscrites sur les listes de Pôle emploi.

(1) Pour l'emploi, cette moyenne est estimée comme la demi-somme de la fin du trimestre considéré et du précédent.

(2) Actes de recherche d'emploi jugés suffisants par le conseiller de Pôle emploi.

Suite de l'encadré 1 page suivante...

...suite de l'encadré 1

Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi sont issues de la statistique du marché du travail (STMT), produite par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers de gestion de Pôle emploi. Depuis avril 2018, les résultats sont présentés en moyenne trimestrielle (somme des effectifs sur les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois) afin de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Ces statistiques trimestrielles sont établies rapidement, environ 25 jours après la fin du trimestre concerné. Elles sont dites « sans recul » car les informations connues avec retard qui concernent un trimestre déjà publié ne lui sont pas rétroactivement affectées. Toutefois, des données avec davantage de recul sont également diffusées une fois par an [16]. Elles exploitent des informations plus complètes qui prennent en compte les situations d'activité réduite déclarées tardivement. Ainsi, par rapport aux statistiques « sans recul », celles « avec recul » comptabilisent un nombre plus faible de demandeurs d'emploi en catégorie A (-2 % environ, en moyenne annuelle depuis 2010) et un nombre plus élevé de demandeurs d'emploi en catégories B et C (+3 % environ). En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C est sensiblement le même avec ou sans recul.

Par ailleurs, les motifs de sortie, imparfaitement connus à partir de la STMT, peuvent être mesurés à partir de l'enquête Sortants réalisée annuellement depuis 2017 par la Dares et Pôle emploi.

Encadré 2 – Chômeurs au sens du BIT et demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi

Le chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et l'inscription à Pôle emploi sont deux concepts différents.

Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence (sauf si elle est temporairement absente de son emploi), qui est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et qui a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee qui interroge un échantillon représentatif de la population (encadré 1). L'inscription sur les listes de Pôle emploi résulte d'une démarche administrative. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi est connu par la statistique du marché du travail (STMT), source exhaustive issue des fichiers de gestion de listes et produite par Pôle emploi et la Dares (1). La catégorie A correspond aux demandeurs d'emploi tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi au cours du mois (encadré 1).

L'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux concepts a priori proches. Par exemple, une personne en emploi n'est a priori ni en catégorie A, ni au chômage au sens du BIT. De même, une personne en formation non disponible pour travailler n'est ni inscrite en catégorie A, ni chômeuse au sens du BIT. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, lorsque le nombre de personnes en emploi ou en formation croît, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et celui des chômeurs au sens du BIT ont tendance à baisser. **Cependant, ces deux concepts ne se recouvrent pas.** Ainsi, un demandeur d'emploi en catégorie A peut ne pas être chômeur au sens du BIT ; c'est par exemple le cas s'il n'a pas effectué d'actes de recherche d'emploi autres que le seul renouvellement de son inscription, le fait d'être inscrit à Pôle emploi n'étant pas considéré en soi comme une démarche active de recherche d'emploi au regard des critères du BIT. Inversement, un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi en catégorie A. C'est le cas notamment d'un chômeur suivi par une mission locale sans être inscrit à Pôle emploi ou d'un chômeur inscrit dans une autre catégorie (par exemple en catégorie D s'il est en contrat de sécurisation professionnelle, ou encore en catégorie B ou C s'il a travaillé dans le mois en dehors de la semaine de référence). **Pour ces raisons, certains événements peuvent affecter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A sans affecter autant celui des chômeurs au sens du BIT, ou inversement.** En particulier, les réformes ou changements de règles dans le suivi, l'accompagnement ou l'indemnisation des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi peuvent avoir un impact sur le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A sans en avoir sur le nombre de chômeurs au sens du BIT.

Au-delà des différences de concepts, des facteurs statistiques sont susceptibles d'expliquer des divergences entre le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et celui de chômeurs au sens du BIT. Le nombre de demandeurs d'emploi est calculé à partir de données administratives exhaustives, tandis que le nombre de chômeurs au sens du BIT est estimé à partir de données d'enquête et comporte donc une marge d'incertitude liée au fait que seul un échantillon de la population est interrogé. Les modalités de correction des variations saisonnières diffèrent également entre les deux indicateurs (les données sur les demandeurs d'emploi étant notamment également corrigées des effets des jours ouvrables). Ces facteurs ne sont cependant pas de nature à expliquer des écarts persistants ou de grande ampleur entre les deux séries.

(1) Les champs respectifs de l'enquête Emploi et des inscrits à Pôle emploi ne sont pas tout à fait les mêmes : l'enquête Emploi ne couvre que la population des ménages et ne prend donc pas en compte les personnes vivant en collectivité (cités universitaires, foyers de travailleurs...).

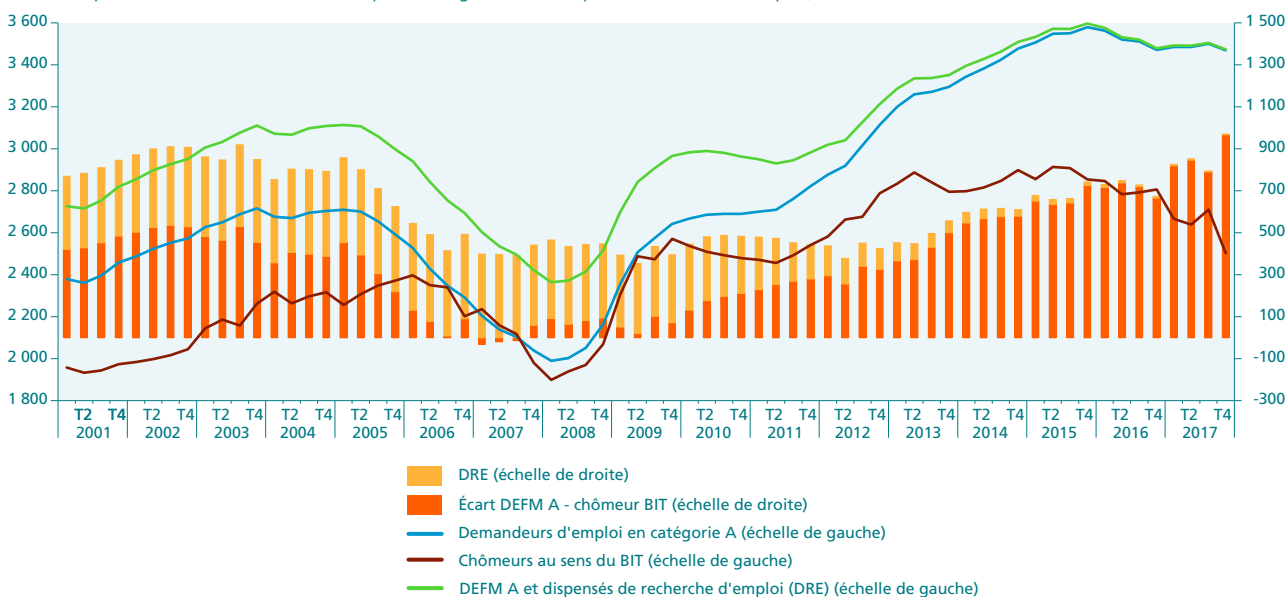
Suite de l'encadré 2 page suivante...

...suite de l'encadré 2

Graphique A

Demandeurs d'emploi en catégorie A, dispensés de recherche d'emploi et chômeurs au sens du BIT

Données en moyenne trimestrielle CVS pour le nombre de chômeurs au sens du BIT et CVS-CJO pour le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et les dispensés de recherche d'emploi ; en milliers



Lecture : au 1^{er} trimestre 2010, on comptait 2 537 000 chômeurs au sens du BIT, 2 668 000 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A et 315 000 dispensés de recherche d'emploi. L'écart entre les inscrits (respectivement les inscrits ou dispensés de recherche d'emploi) et les chômeurs était de 131 000 (respectivement 446 000).

Champ : population des ménages (chômeurs au sens du BIT), ensemble de la population y compris les personnes vivant en collectivité (inscrits en catégorie A et dispensés de recherche d'emploi) ; France métropolitaine.

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT ; Insee, enquêtes Emploi.

De début 2001 à fin 2017, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et celui des chômeurs au sens du BIT ont évolué dans le même sens et avec des amplitudes proches pour la moitié des trimestres de la période (graphique A). Trois périodes peuvent être distinguées pendant lesquelles le sens ou l'amplitude des évolutions ont été différents :

- Entre le 1^{er} trimestre 2005 et le 3^e trimestre 2006, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a baissé de 361 000, tandis que le nombre de chômeurs au sens du BIT augmentait de 84 000. Cette divergence peut être reliée à des modifications introduites dans le suivi et l'accompagnement des demandeurs d'emploi à partir de mi-2005 ([17], [18] et [19]).
- Entre le 4^e trimestre 2009 et le 2^e trimestre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a augmenté de 67 000, alors que le nombre de chômeurs au sens du BIT a diminué de 115 000. Cette divergence peut s'expliquer notamment par l'arrêt progressif de la dispense de recherche d'emploi (3), la mise en place du Revenu de solidarité active (RSA) (4) et la convention d'assurance chômage d'avril 2009 (5).
- Entre les 4^e trimestres 2012 et 2017, l'écart entre les inscrits en catégorie A et le chômage BIT s'est de nouveau accentué : le nombre d'inscrits en catégorie A a augmenté de 355 000, alors que le nombre de chômeurs au sens du BIT a diminué de 285 000. Selon l'enquête Emploi, qui comporte une question sur l'inscription à Pôle emploi, entre le 3^e trimestre 2013 et le 4^e trimestre 2017, l'accroissement de cet écart serait dû pour l'essentiel à une hausse des inscrits en catégorie A considérés comme inactifs selon les critères du BIT. Pour un peu plus de la moitié de cette hausse, il s'agirait d'inactifs hors halo, c'est-à-dire déclarant ne pas souhaiter travailler. Le reste proviendrait d'une hausse du nombre d'inscrits en catégorie A appartenant au halo autour du chômage, surtout ceux souhaitant travailler mais ne recherchant pas activement un emploi. Contrairement aux périodes de divergence passées, la période fin 2012 – fin 2017 ne peut être mise en regard de façon évidente avec des évolutions dans les modalités de suivi des demandeurs d'emploi. Pour les seniors, l'effet des réformes des retraites et l'extinction progressive de la dispense de recherche d'emploi se combinent probablement et contribuent à une hausse du nombre de demandeurs d'emploi seniors, qui, notamment en cas de découragement dans la recherche d'emploi, ne se retrouvent pas tous chômeurs BIT [20].

Au total, fin 2017, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A dépasse celui des chômeurs BIT de 38,6 % (+966 000), soit l'écart le plus fort observé depuis début 2001.

(3) À partir de 2009, l'accès à la dispense de recherche d'emploi a été progressivement restreint. Il a été définitivement clos à tout nouveau bénéficiaire le 1^{er} janvier 2012. Cette fermeture progressive, combinée au relèvement de l'âge légal de départ en retraite prévu par la réforme des retraites de 2010, a contribué à rehausser le nombre de seniors en catégorie A, sans que cet effet se répercute entièrement sur les chômeurs au sens du BIT. Entre le 4^e trimestre 2009 et le 2^e trimestre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et de DRE a baissé, mais moins que le nombre de chômeurs BIT (-36 000 contre -115 000).

(4) Le RSA prévoit d'orienter certains bénéficiaires vers un parcours d'accompagnement vers l'emploi assuré par Pôle emploi, ce qui a pu entraîner une augmentation des inscriptions à Pôle emploi.

(5) Avec cette convention, les personnes justifiant d'une durée d'affiliation comprise entre 4 et 6 mois se sont vu ouvrir des droits à indemnisation. Certaines d'entre elles ont pu s'inscrire sur les listes alors qu'elles ne l'auraient pas fait avant.

Suite de l'encadré 2 page suivante...

...suite de l'encadré 2

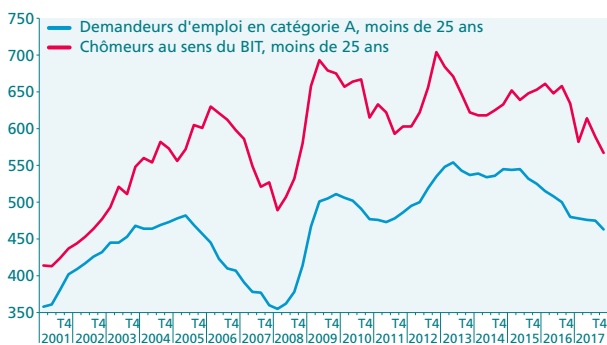
Pour les moins de 25 ans comme pour les 25-49 ans (graphiques B et C), le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a diminué en 2017 (respectivement -17 000 et -6 000), à l'instar de celui des chômeurs au sens du BIT, mais dans des proportions plus importantes pour ces derniers (respectivement -67 000 et -207 000). À l'inverse, pour les 50 ans ou plus (graphique D), le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a augmenté (+23 000), tandis que le nombre de chômeurs au sens du BIT diminuait (-28 000). Cependant, sur l'ensemble de la période allant du 4^e trimestre 2012 au 4^e trimestre 2017, l'évolution du nombre de chômeurs au sens du BIT a été, pour chacune des trois tranches d'âge, plus favorable que celle des demandeurs d'emploi en catégorie A, surtout pour les 25-49 ans et les 50 ans ou plus, où l'écart est important.

Graphiques B, C et D

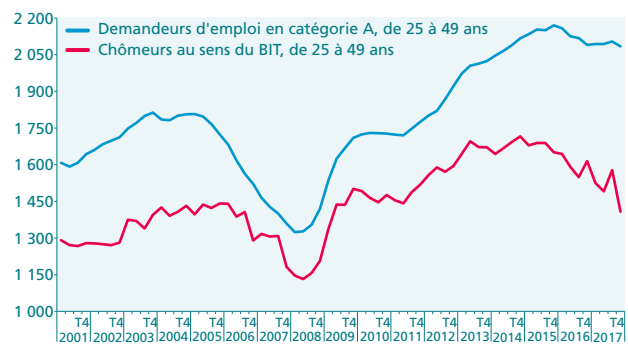
Demandeurs d'emploi en catégorie A et chômeurs au sens du BIT, selon l'âge

Données en moyenne trimestrielle CVS pour le nombre de chômeurs au sens du BIT ; données en moyennes trimestrielles CVS-CJO pour le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A ; données en milliers

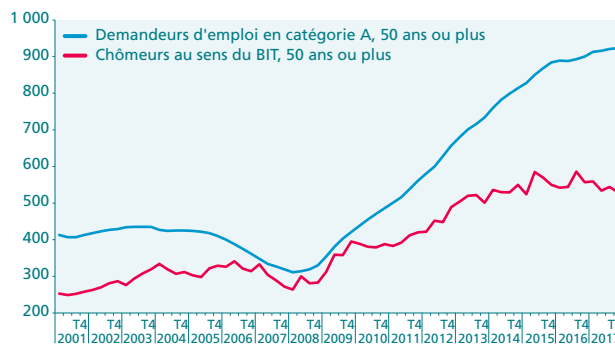
B : Moins de 25 ans



C : 25 à 49 ans



D : 50 ans ou plus



Champ : ensemble de la population (demandeurs d'emploi) et population des ménages (chômeurs au sens du BIT) ; France métropolitaine.
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT ; Insee, enquêtes Emploi.

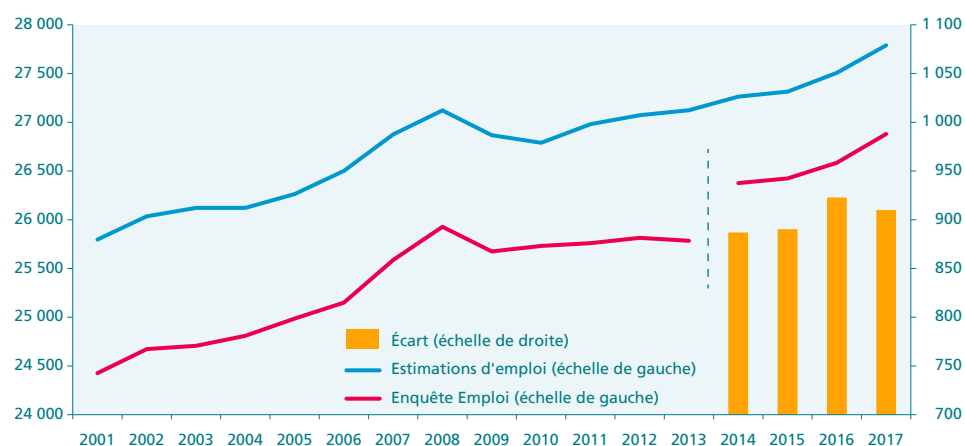
Encadré 3 – Emploi total ou population active versus taux d’emploi ou taux d’activité : deux sources statistiques différentes pour mesurer l’emploi

L’Insee publie des données sur l’emploi à partir de deux sources : les Estimations d’emploi et l’enquête Emploi (encadré 1). Les **Estimations d’emploi**, qui résultent d’une synthèse de plusieurs sources administratives, permettent notamment de mesurer l’**emploi total** à la fin de chaque trimestre, avec une déclinaison géographique et sectorielle fine. Le composant emploi de la population active « au sens de la comptabilité nationale » se base aussi sur les Estimations d’emploi. L’**enquête Emploi** repose quant à elle sur l’interrogation en continu d’un échantillon de personnes de 15 ans ou plus habitant en ménage. Elle est utilisée notamment pour estimer les **taux d’emploi** et les **taux d’activité** (encadré 1). Ces taux peuvent se décliner selon les caractéristiques individuelles, notamment l’âge, le sexe, le diplôme ou la catégorie socioprofessionnelle.

Bien que les concepts d’emploi soient harmonisés entre les deux sources (notion d’emploi principal, mesure sur une semaine, voir encadré 1), le **niveau d’emploi total mesuré par ces deux sources diffère**. Depuis 2001, le nombre de personnes en emploi mesuré dans l’enquête est inférieur à l’emploi total issu des sources administratives (-910 000 pour la moyenne annuelle de 2017). Cet écart s’explique notamment par un champ différent : l’enquête Emploi concerne uniquement les ménages, tandis que les Estimations d’emploi prennent aussi en compte les personnes vivant en collectivité ; l’emploi est mesuré au lieu de travail dans les Estimations d’emploi, au lieu de résidence dans l’enquête. La mise en œuvre opérationnelle des concepts peut également différer : l’emploi rémunéré dans les sources administratives inclut certaines situations d’absences longues au travail, non retenues dans l’enquête. Enfin, certains types d’emploi de courte durée peuvent être sous-déclarés dans l’enquête Emploi, notamment en cas de réponse par une tierce personne.

Graphique A
Écart entre l’emploi mesuré via les Estimations d’emploi et l’enquête Emploi de 2001 à 2017

Données en moyenne annuelle, en milliers



Lecture : en 2017, en moyenne annuelle, l’enquête Emploi mesure un niveau d’emploi total inférieur de 910 000 à celui des Estimations d’emploi.

Champ : emploi total au lieu de travail, France hors Mayotte (Estimations d’emploi) ; emploi total au lieu de résidence, population des ménages de France hors Mayotte depuis 2014 et de France métropolitaine auparavant (enquête Emploi).

Source : Insee, Estimations d’emploi 2001-2017 et enquêtes Emploi 2001-2017.

Les deux sources statistiques donnent **des évolutions comparables sur les moyennes annuelles** compte tenu de l’aléa de sondage qui affecte l’enquête Emploi (1) : nette hausse de l’emploi entre 2005 et 2008 (+290 000 par an selon les Estimations d’emploi en France contre +310 000 selon l’enquête Emploi en France métropolitaine), chute entre 2008 et 2009 (-250 000 selon les deux sources), accélération de l’emploi en 2016, puis en 2017. La hausse de l’emploi s’établit en France entre 2014 et 2017 à +530 000 selon les Estimations d’emploi contre +500 000 selon l’enquête Emploi, avec des écarts sur les variations annuelles d’au plus 30 000. Dans un contexte démographique relativement stable (2), le taux d’emploi des 15-64 ans calculé en moyenne annuelle et issu de l’enquête Emploi a lui aussi augmenté, accélérant chaque année de 2015 à 2017 (+0,2 point en 2015, +0,4 point en 2016 et +0,6 point en 2017).

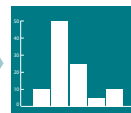
Sur les glissements annuels au 4^e trimestre, plus volatiles dans l’enquête Emploi, les évolutions sont moins cohérentes. C’est le cas entre la population active (source Estimation d’emploi pour l’emploi), et le taux d’activité (source enquête Emploi pour l’emploi), dont les évolutions sont appréhendées dans cette publication en glissement annuel. Entre le 4^e trimestre 2015 et le 4^e trimestre 2016, la population active accélère (+177 000 contre +56 000 en 2015), tandis que le taux d’activité des 15-64 ans ralentit légèrement (+0,1 point contre +0,2 point en 2015). En 2017, c’est l’inverse : la population active se stabilise (+2 000), tandis que la hausse du taux d’activité des 15-64 ans s’amplifie (+0,3 point). En 2017, par ailleurs, la légère hausse de la population totale des 15-64 ans et la hausse du taux d’activité des 65-69 ans (+0,5 point) ne peuvent expliquer cette incohérence entre l’évolution de la population active et celle du taux d’activité des 15-64 ans, conduisant en fait à l’accroître.

(1) L’évolution de l’emploi entre 2016 et 2017 que l’on obtiendrait si, avec l’enquête Emploi, on interrogeait l’ensemble des ménages à 95 % de chances de se situer entre +170 000 et +430 000.

(2) Les premières générations nombreuses du « baby-boom » ont dépassé les 70 ans en 2017, âges auxquels les taux d’emploi sont très faibles, tandis que les premières générations plus nombreuses nées à partir de 2000 n’ont pas dépassé les 17 ans, âges auxquels les taux d’emploi sont aussi très faibles. De 2016 à 2017, en moyenne annuelle, la population totale des 15-64 ans en ménage n’a augmenté que de 58 000 (+0,1 %).

- [1] Dares (2017), « Emploi, chômage, population active en 2016 : accélération de l'emploi et confirmation de la baisse du chômage », *Dares Analyses* n° 045, juillet.
- [2] Insee (2018), « Fiches emploi et chômage », *Note de conjoncture*, juin.
- [3] Beghi A., Bouvier A. (2018), « L'emploi intérimaire ralentit au 1^{er} trimestre 2018 », *Dares Indicateurs* n° 024, juin.
- [4] Insee (2010), « Comment expliquer les évolutions de l'emploi depuis le début de la crise ? », Dossier de la *Note de conjoncture*, décembre.
- [5] Castelain E. (2017), « Les contrats uniques d'insertion et les emplois d'avenir : une baisse des recrutements et des bénéficiaires en 2016 », *Dares Résultats* n° 076, novembre.
- [6] Dares (1996), « 40 ans de politique de l'emploi », *La Documentation française*.
- [7] Insee (2018), « Résultats de l'enquête Emploi au premier trimestre 2018 », *Informations rapides* n° 129, mai.
- [8] Minni C. (2015), « Femmes et hommes sur le marché du travail : les disparités se réduisent mais les emplois occupés restent très différents », *Dares Analyses* n° 017, mars.
- [9] Bessone A.-J., Cabannes P.-Y., Marrakchi A. (2016), « Halo autour du chômage : une population hétérogène et une situation transitoire », *Insee Références*, Emploi, chômage, revenus du travail, juillet.
- [10] Ourliac B., Rochut J. (2013), « Quand les demandeurs d'emploi travaillent. Avec la crise, le nombre de demandeurs d'emploi en activité atteint son plus haut niveau », *Dares Analyses* n° 002, janvier.
- [11] Séries statistiques des dispositifs publics d'accompagnement des restructurations, Dares : <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/les-dispositifs-publics-d-accompagnement-des-restructurations-les-series>
- [12] Marioni P., Merlier R. (2018), « Les cessations anticipées d'activité en 2016 : hausse des retraites anticipées pour carrière longue », *Dares Analyses* n° 021, mai.
- [13] Une documentation sur les estimations d'emploi est disponible sur le site de l'Insee : <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=sources/ope-estimations-emploi.htm>
- [14] Une documentation sur les estimations trimestrielles d'emploi est disponible sur le site de l'Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3367895#documentation>
- [15] Une documentation méthodologique complète sur les statistiques sur les demandeurs d'emploi inscrits et les offres collectées par Pôle emploi est disponible sur le site de la Dares : http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/documentation_stmt_methodo.pdf
- [16] Statistiques sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, l'approche en droits constatés (ou « avec recul ») : http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/droits_constates.pdf
- [17] Debauche E., Deryon T., Mikol F., Valdelièvre H. (2007), « Analyse de l'évolution des statistiques de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE de la mi-2005 à la fin 2006 », *Document d'études* n° 128, Dares, août.
- [18] Debauche E., Deryon T., Mikol F. (2008), « Retour sur l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 2005 et 2006 », *Document d'études* n° 142, Dares, décembre.
- [19] Fontaine M., Le Barbanchon T. (2012), « Évaluation du suivi mensuel personnalisé mis en place par l'ANPE en 2006 », *Document d'études* n° 175, Dares, décembre.
- [20] Insee (2016), « Comparaison sur la période récente entre l'évolution du chômage au sens du BIT et celle du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à Pôle emploi », *Note de conjoncture* de juin.

Données des graphiques et tableaux
accessibles au format excel



DARES ANALYSES

est édité par le ministère du travail.

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr> (Publications)

Directrice de la publication : **Selma Mahfouz**

Rédactrice en chef : **Anne Delahaye**

Secrétariat de rédaction : **Marie Avenel, Hadrien Baer**

Maquettistes : **Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali**

Conception graphique et impression : ministère du travail.

Réponse à la demande : dares_communication@travail.gouv.fr

Abonnement aux avis de parution de la Dares : <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/avis-de-parution/article/abonnement>

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 2109 - 4128 et ISSN 2267 - 4756.